



Europe : l'étonnante profession de foi de Wolfgang Schäuble

ANALYSE. Le « grand méchant » de la crise grecque de 2015 a bien changé. L'ancien grand argentier est aujourd'hui parmi les plus europhiles en Allemagne.



Si l'arrêt de la cour fédérale de Karlsruhe qui bafoue la primauté du droit européen a pu faire douter un instant de l'engagement européen de l'Allemagne, Wolfgang Schäuble, le président du Bundestag, lui, est tout à fait rassurant. Son texte, intitulé « Que représente l'Europe dans le monde ? », publié vendredi dans le rapport annuel de la Fondation Schuman (*), ne représente pas forcément le courant majoritaire au sein de son parti, mais il traduit une vision lucide, pesée et construite en faveur d'une Europe géopolitique.

Wolfgang Schäuble a fait du chemin depuis la crise grecque, où il apparaissait, à la droite de la chancelière allemande, comme le « grand méchant » parce qu'il a imaginé, un temps, que la Grèce devait quitter la zone euro (pour que l'euro survive) et payer le prix fort pour ses falsifications. Aujourd'hui président du Bundestag, l'ancien ministre des Finances partage désormais en grande partie la vision européenne du chef de l'État français. « Emmanuel Macron, écrit-il, a trouvé la formule qui décrit cette réalité : *une Europe qui protège*. » En fait, François Mitterrand avait déjà invoqué, en 1992, cette Europe qui protège lors de la campagne référendaire du traité de Maastricht et, depuis, d'autres présidents français l'ont reprise, dont Nicolas Sarkozy le 10 juillet 2008 à Strasbourg.

« À moyen terme, les Américains restent indispensables »

« Une Europe qui a vocation à protéger doit développer l'ambition et les moyens de façonner les changements mondiaux par ses valeurs et ses conceptions, reprend Schäuble. Elle doit comprendre comment utiliser sa puissance en tant que premier marché intérieur mondial. Elle nécessite une capacité d'action à la fois intérieure et extérieure. Si elle a vocation à protéger, il lui faut notamment une politique extérieure commune et une défense européenne efficace. »

Entre ces trois phrases et la réalité, il y a bien sûr un monde à construire. Pour l'heure, les Européens n'ont pas adopté d'outil de réciprocité dans les marchés publics avec la Chine (même si le projet est sur la table, l'Allemagne bloque) ; ils ont dans les cartons une taxe carbone aux frontières qui est le seul outil pour préserver



les industries européennes d'une concurrence déloyale dans la transition vers la neutralité carbone ; les bisbilles franco-italiennes à propos des deux « gouvernements » qui se combattent en Libye démontrent les progrès à accomplir en matière de politique étrangère commune ; les Allemands décident d'acheter 45 F18 américains (mais ils écartent les F35, ce qui serait déjà un progrès, selon le PDG de Dassault Aviation, Éric Trappier).

Schäuble rassure ses compatriotes. « Pour éviter tout malentendu : à moyen terme, les Américains restent indispensables à la sécurité de l'Europe, souligne-t-il. Ils sont nos partenaires, malgré les tensions actuelles dans les relations transatlantiques. » À moins de lire dans le marc de café, nul n'est en mesure d'affirmer qu'après Donald Trump (en course pour sa réélection en novembre) l'Amérique reviendra à de meilleurs sentiments vis-à-vis de l'Europe ou si l'option isolationniste des États-Unis est une tendance de long terme qu'aucun président, même démocrate, ne viendra contrarier. Dans l'hypothèse où les États-Unis s'éloignent durablement, l'Allemagne n'a pas d'autre choix que de se tourner vers la France pour élaborer une défense européenne commune, pour le moment au sein de l'Otan.

Politique étrangère commune : la Babel européenne

Schäuble n'en méconnaît pas les difficultés et reprend à son compte les arguments développés par Emmanuel Macron dans son interview à *The Economist* : la Pologne et les pays baltes, qui nourrissent aversion et crainte du grand voisin russe, sont un obstacle au rapprochement avec Moscou. Les Scandinaves se fichent des lointains rivages méditerranéens, essentiels à l'Italie, l'Espagne et la France. L'Italie et la Grèce sont sensibles aux routes de la soie de Pékin quand d'autres y voient une menace sur la souveraineté... Surmonter tous ces obstacles pour définir une position commune vis-à-vis de la Russie et de la Chine, c'est le défi des Européens dans les années à venir, faute de quoi le continent demeurera instable, friable, sans boussole.

Schäuble reconnaît un « manque de sensibilité nécessaire » du côté de Moscou. Optimiste, le président du Bundestag pense que « Vladimir Poutine finira lui aussi par comprendre que l'avenir de son pays ne passe pas par un recentrage sur la Chine mais sur son voisin occidental. [...] Moscou ne prendra au sérieux les États membres de l'Union européenne comme acteurs de la scène internationale que s'ils parlent d'une seule voix ».

Les anciens pays communistes face à « l'injonction d'imitation »

Le passage le plus intéressant de son article porte précisément sur le fossé qui s'est creusé depuis la chute du mur de Berlin entre la vieille Europe et l'Europe centrale et orientale, anciennement communiste. Il y a eu, dit-il, pendant trente ans une « injonction d'imitation », pour reprendre un concept du politologue Ivan Krastev et du juriste . On a demandé aux nouveaux venus dans l'UE de reprendre tous les attributs de l'ancienne CEE : économie de marché, institutions démocratiques. Et l'Occident était juge de la qualité des normes idéales à atteindre « au détriment de leur dignité nationale », souligne le président du Bundestag. Si personne n'a forcé l'ancien bloc de l'Est à adhérer à l'UE, avait-il d'autres choix ?

La Pologne pose aujourd'hui de sérieux problèmes quant au respect de l'État de droit et de l'ordre juridique européen. Elle défie la Cour de justice de l'UE (comme le juge allemand, Andreas Voßkuhle, président de la cour de Karlsruhe, dont c'était le dernier arrêt avant son départ, le 6 mai). Heureusement, le gouvernement du PiS (Droit et Justice) a renoncé in extremis, dimanche, à une élection présidentielle dont les règles de vote avaient été modifiées peu avant le scrutin et la campagne rendue impossible par le confinement... Varsovie,



en revanche, n'a pas répondu dans les délais (le 8 mai) aux injonctions de la Commission. Comment en est-on arrivé là ?

Wolfgang Schäuble déroule une théorie. Selon lui, le modèle allemand qui a servi de référence aux élites postcommunistes n'y est pas pour rien. « La situation s'est encore aggravée, écrit-il, du fait que les élites libérales des États postcommunistes se sont inspirées de l'universalisme postnational essentiellement influencé par l'Allemagne. Découlant de la culpabilité dont les Allemands ont fait l'expérience, ce modèle est justement allé à l'encontre du besoin d'autodétermination national ressenti par de nombreux Européens de l'Est. Un besoin qui constituait précisément un motif clé dans la lutte pour dépasser la domination soviétique. L'accent mis sur l'indépendance nationale ainsi que les tendances antilibérales dans certains pays d'Europe centrale et orientale prennent donc leurs racines dans le refus de ce qui pourrait s'assimiler à des sentiments mélangés d'infériorité et d'humiliation et dans l'aspiration à un sentiment national fort. »

Début d'autocritique

Schäuble instille une forme d'autocritique à l'égard de l'Occident et invite à « s'abstenir de tout signe de supériorité morale et de considérer nos partenaires sur un pied d'égalité ». Analyse très pertinente du président du Bundestag, mais elle débouche sur quelle action ? On comprend très bien le cheminement mental de Viktor Orban, passé de jeune combattant pour la liberté contre le joug communiste à Premier ministre luttant contre « l'EURSS », maudissant une Commission de Bruxelles prétendument aux mains de George Soros... Mais comment ne pas y voir aussi une manipulation des foules pour surfer sur un sentiment national tuméfié ? On peut très bien reconnaître le sentiment national hongrois, mais, dans ce cas, autant approfondir une Europe à plusieurs vitesses en laissant les régimes autoritaires de l'Est s'éloigner du cœur du réacteur.

On l'a encore vu dans la crise du Covid-19, les États les plus prompts à fermer leurs frontières ont été, pour beaucoup, ceux de l'Europe centrale et de l'Est, non sans succès, d'ailleurs, contre la pandémie... La fermeture des frontières s'est faite sans prévenir les États voisins, dans certains cas. L'espace Schengen végète dans le coma depuis. Doit-on vraiment revenir à la situation antérieure sans s'assurer d'un préalable, la confiance mutuelle ?

On ne peut pas, d'un côté, verser des milliards d'euros au titre du rattrapage économique et, d'un autre, tolérer que les mêmes États ne renvoient jamais le change en termes de solidarité quand surgit la crise des migrants au Sud, ou rompent les chaînes d'approvisionnement du marché unique au premier virus venu en bloquant les camions aux frontières. Quand des villes polonaises érigent des « zones sans idéologie LGBT », faut-il regarder ailleurs et tant pis si les homosexuels y sont ostracisés ? À l'article 2 du traité de l'Union européenne, il est écrit que « l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités ». Si cet article ne signifie pas la même chose à Lisbonne ou à Prague, à Rome ou à Varsovie, à La Haye ou à Bratislava, à Bruxelles ou à Riga, alors l'Union européenne est seulement un marché qui n'aura aucune existence géopolitique au XXI^e siècle.

En 1962, de Gaulle, déçu par ses partenaires, posait une question d'une brûlante actualité : « Le marché commun existe. Il continuera d'exister. Mais on peut se demander s'il ne sera pas condamné à la longue par l'impossibilité d'aboutir à une politique commune. Si l'union politique n'est pas instituée, que deviendra le marché commun, dont elle devait être le couronnement ? » Et le Général de soupçonner qu'une Europe

www.lepoint.fr
Pays : France
Dynamisme : 92



Page 4/4

[Visualiser l'article](#)

sans pilotage politique serait peut-être dirigée de l'extérieur... Il pensait, à l'époque, aux États-Unis. D'autres acteurs mondiaux ont émergé depuis.

(*) D'autres textes brillants figurent dans ce rapport annuel 2020 avec les signatures de Bruno Le Maire, Peter Altmaier, Jean Casabianca, Thierry Breton, Olivier d'Ormesson, Fabienne Keller...